

SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

DSSE/SCEAM/
2017-01

LES COMPTES DÉFINITIFS DE LA NATION EN 2015

25 JUILLET 2017

1. RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

L'économie nationale croît de 3,9% en 2015, légèrement en dessous du niveau atteint en 2014.

L'activité économique au Burkina Faso en 2015 s'est déroulée dans un contexte international marqué par un ralentissement de la croissance mondiale, une baisse des cours des principales matières premières notamment le pétrole, et un durcissement des conditions de financement. La zone euro a connu une reprise de la croissance économique (+1,5% globalement contre 0,9% en 2014). Aux États-Unis l'activité croît au même rythme que l'année précédente (+2,4%) tandis qu'au Japon on enregistre une reprise de l'activité économique qui augmente de +0,5% contre une croissance nulle l'année précédente. Dans la zone UEMOA, l'activité économique se maintient en 2015 avec un taux de croissance moyen de +7,0% contre +6,5% en 2014.

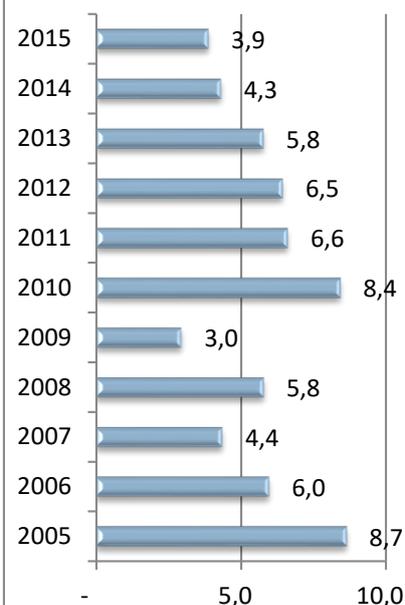
Au plan interne, l'économie est marquée par une transition politique suite à l'insurrection populaire d'octobre 2014, mais aussi par le coup d'état manqué de septembre 2015, l'organisation des élections et une dégradation de la situation sécuritaire sur fonds de pressions djihadistes. En somme, la croissance économique se situe à +3,9%, en léger repli par rapport à son niveau de 2014 (+4,3%).

Du côté de l'offre, le secteur primaire enregistre une baisse (-3,5%) résultant d'une mauvaise campagne agricole ayant entraîné une baisse de la production céréalière et cotonnière. L'activité dans le secteur secondaire se maintient, avec une évolution de +9,6% entraînée par le BTP qui a connu un rebond de 23,3% après une croissance morose en 2014. A contrario, l'activité dans l'extraction et l'égrenage de coton a reculé. Le secteur tertiaire connaît une croissance de 4,4% soutenue par la reprise des activités commerciales (+2,6% contre -6,1% en 2014), le dynamisme dans les Postes et télécommunications, dans les activités financières mais aussi dans l'administration publique et les ISBL.

Du côté de la demande, la consommation finale contribue fortement à la croissance (4,0 points). Elle demeure également la principale composante du PIB et voit sa part augmenter, passant de 83,2% en 2014 à 85,9% en 2015. A contrario, le poids de l'investissement recule pour se situer à 24,3% du PIB et contribue à hauteur de 3,1 points à la croissance. Le solde des échanges avec l'extérieur contribue négativement à la croissance : -3,2 points.

Le taux d'inflation passe de -0,3% en 2014 à 0,9% en 2015, largement en dessous des normes communautaires, grâce à l'effet

Graphique 1 : Taux de croissance du PIB



SOMMAIRE

1. Résumé de l'activité économique	1
2. Evolution globale de l'offre	2
3. Evolution sectorielle de l'offre ..	3
4. Evolution globale de la demande	4
5. Evolution des composantes de la demande	4
6. Les prix.....	6
7. Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut	7
8. La situation financière des sociétés.....	8
9. La situation des administrations publiques et les ISBLSM	8

d'entraînement de la chute des cours des produits pétroliers. Le pouvoir d'achat des ménages augmente de 1,7%, marquant ainsi la plus faible hausse depuis 2010. En conséquence, le taux d'épargne des ménages recule pour se situer à 14,6%. Le taux de marge des sociétés financières s'établit à 62,5% en amélioration par rapport à l'année précédente.

Globalement, les recettes totales de l'Etat reculent, mais moindre comparativement au recul enregistré en 2014. Les dons programmes reprennent, en soutien à l'action publique. Les dépenses totales reculent moins comparativement à la situation de 2014. Le déficit public rapporté au PIB passe de 1,8% en 2014 à 1,3% en 2015. On note une reprise à la hausse des importations en volume, après la chute constatée en 2014. Les exportations augmentent faiblement en volume compte tenu des difficultés dans les secteurs Extraction et textiles. Le déficit de la balance commerciale se dégrade tandis que les termes de l'échange s'améliorent.

2. EVOLUTION GLOBALE DE L'OFFRE

Une croissance économique de 3,9% en 2015

L'économie Burkinabé croît de 3,9% en 2015 contre 4,3% en 2014. Cette situation s'explique par l'effet conjugué d'une décroissance (-3,5%) dans le secteur primaire, d'une bonne tenue de l'activité économique du secondaire (+9,6%) et du tertiaire (+4,4%) en 2015. Les secteurs secondaire et tertiaire contribuent chacun à 2,0 points de croissance du PIB tandis que le primaire contribue à -0,8 point de croissance. Les impôts et les taxes contribuent à hauteur de 0,7 point à la croissance du PIB.

TABLEAU 1 : DESAGREGATION DE LA VALEUR AJOUTEE SELON LA BRANCHE D'ACTIVITE EN 2015

	Taux de croissance (en %)			2015		
	2013	2014	2015	Prix courant en milliards de FCFA	Prix constant-99 en milliards de FCFA	Contribution à la croissance
Secteur primaire	1,9	2,5	-3,5	1 865,5	953,1	-0,8
<i>Agriculture</i>	3,0	2,3	-7,3	946,7	505,1	-0,9
<i>Agriculture vivrière</i>	-1,5	-0,7	-4,4	671,5	376,8	-0,4
<i>Agriculture de rente</i>	18,7	11,0	-15,1	275,3	128,2	-0,5
<i>Elevage</i>	0,6	2,7	1,2	690,9	332,9	0,1
<i>Sylviculture, Pêche et Chasse</i>	0,8	3,1	1,4	227,9	115,1	0,0
Secteur secondaire	0,9	15,3	9,6	1 170,6	954,2	2,0
<i>Extraction</i>	7,5	12,5	-8,2	455,8	150,7	-0,3
<i>Industrie manufacturière</i>	-4,9	24,7	5,4	408,1	389,1	0,5
<i>Industries textiles</i>	-58,3	148,8	-28,2	34,7	22,9	-0,2
<i>Autres industries manufacturières</i>	0,9	19,1	8,6	373,3	366,2	0,7
<i>Energie (Electricité, Gaz, eau)</i>	28,9	28,2	22,0	78,9	118,2	0,5
<i>BTP</i>	-2,2	1,1	23,3	228,0	296,2	1,3
Secteur tertiaire	9,1	3,0	4,4	2 491,9	1 987,7	2,0
Services marchands	11,3	-0,9	-0,1	1 316,6	1 160,0	-0,0
<i>Transports</i>	3,2	4,4	-28,6	78,4	39,5	-0,4
<i>Postes et télécommunications</i>	9,4	5,1	5,5	189,8	298,8	0,4
<i>Commerce</i>	22,3	-6,1	2,6	690,6	472,7	0,3
<i>Banques et assurances</i>	27,4	9,5	7,7	130,0	140,9	0,2
<i>Autres services marchands</i>	-8,2	-3,4	-10,0	227,9	208,0	-0,6
Services non marchands	5,0	9,2	11,0	1 271,1	913,1	2,1
<i>Administrations publiques et ISBL</i>	5,5	9,9	12,1	1 172,2	829,7	2,1
<i>Autres services non marchands</i>	1,5	3,4	1,4	98,9	83,4	0,0
SIFIM	-0,2	5,2	6,8	-95,8	-85,4	-0,1
Impôts et taxes	9,6	-4,1	6,9	634,5	482,0	0,7
PIB	5,8	4,3	3,9	6 162,5	4 377,0	3,9

Source : INSD, comptes nationaux définitifs 2015

3. EVOLUTION SECTORIELE DE L'OFFRE

Un recul de l'activité dans le secteur primaire (-3,5%)

En 2015, l'activité dans le secteur primaire enregistre une baisse de 3,5% contre une hausse de 2,5% en 2014. Cette situation est due à une régression simultanée dans l'agriculture vivrière (-4,4%) et dans les cultures de rente (-15,1%). Cette décroissance de l'activité économique dans le primaire est imputable à une mauvaise campagne agricole associée à une crise dans la filière coton (crise liée à l'abandon du coton OGM au profit du coton bio) qui se sont traduites par une baisse de 14,1% du volume de la production de coton graine ; impactant négativement l'ensemble de la branche des cultures de rente. En 2014, l'activité dans cette branche avait cru de 11,0%. Par ailleurs, l'activité économique dans la branche élevage progresse de 1,2% et celle de la branche sylviculture, pêche et chasse évolue de 1,4%. En somme, le secteur primaire contribue négativement à la croissance du PIB en 2015 (-0,8 point de pourcentage contre +0,6 point de pourcentage en 2014).

Une bonne tenue de l'activité dans le secteur secondaire (+9,6%)

La valeur ajoutée du secteur secondaire progresse de 9,6% en 2015 après une forte hausse de 15,3% l'année précédente. Cette bonne tenue de l'activité dans le secondaire s'explique principalement par de fortes croissances dans les BTP, l'Energie et les autres industries manufacturières malgré un recul de la croissance dans l'extraction et l'industrie textile.

La valeur ajoutée dans le secteur de l'extraction chute en 2015 (-8,2%). Cette situation est imputable à une légère baisse de la production aurifère qui passe de 36,29 tonnes en 2014 à 36,17 tonnes en 2015 en relation avec la procédure de fermeture de la mine d'or de SEGUENEGA qui a démarré ses activités en début 2015 avec en sus, une situation socio politique du pays qui n'était pas encore stable. Aussi, il faut noter la baisse des cours internationaux de l'or qui n'était pas favorable à la production aurifère. En somme, le secteur de l'extraction contribue pour -0,3 point à la croissance du PIB en 2015. En 2014, la valeur ajoutée dans l'extraction avait progressé de 12,5%.

La branche « industrie manufacturière » croît de 5,4% en 2015 contre 24,7% en 2014 en relation avec une forte baisse de 28,2% dans l'industrie textile, conséquence de la crise dans le secteur coton.

Le BTP croît fortement (+23,3%). Les autres industries manufacturières progressent fortement aussi (+8,6%) en raison de l'entrée en production de trois (3) nouvelles cimenteries (CIMAF, CIMBURKINA et CIMFASO) en 2015.

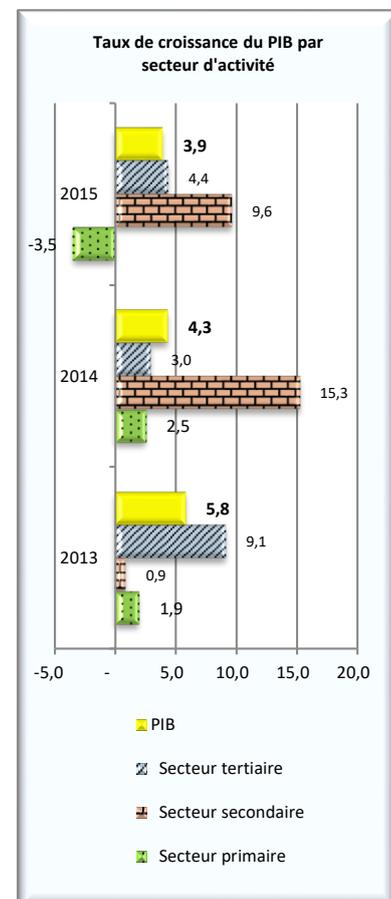
Le secteur de l'énergie hausse de 22% pour répondre à une demande sans cesse croissante des nouvelles industries mais aussi de la population.

Au total, le secteur secondaire contribue pour deux (2,0) points à la croissance en 2015 contre 2,9 points en 2014.

Une croissance forte dans le secteur tertiaire (+4,4%)

La valeur ajoutée du secteur tertiaire croît de 4,4 % en 2015 contre une augmentation de 3,0% en 2014. Cette performance est imputable à une bonne tenue de l'activité dans le secteur des services non marchands qui croît

LE SECTEUR PRIMAIRE
DECREIT (-3,5%) EN
RAISON D'UNE
MAUVAISE CAMPAGNE
AGRICOLE ASSOCIEE A
UNE CRISE DANS LA
FILIERE COTON (LIEE A
L'ABANDON DU COTON
OGM AU PROFIT DU
COTON BIO)



LE SECTEUR SECONDAIRE
PROGRESSE DE 9,6% EN
2015 APRES UNE FORTE
HAUSSE EN 2014

de 11,0% en 2015 soit un gain de 1,8 point de croissance par rapport à l'année précédente.

Cette performance dans les services non marchands est principalement imputable à l'activité des administrations publiques et des ISBL qui progresse de 12,1% en 2015 contre 9,9% en 2014 en relation avec les dépenses engagées pour l'organisation des élections présidentielles de novembre 2015.

En 2015, l'activité du secteur tertiaire marchand baisse de 0,1% un peu moins qu'en 2014 où la croissance s'est établie à -0,9%. Cette situation est essentiellement imputable aux « transports » et aux « autres services marchands » ; les autres branches ayant connu des évolutions positives de leur valeur ajoutée.

En effet, la valeur ajoutée des transports baisse fortement de 28,6% en 2015 contre une forte hausse de 4,4% en 2014, tandis que l'activité des postes et télécommunications progresse également de 5,5% en 2015 contre une hausse de 5,1% en 2014.

On note une reprise de croissance dans le commerce en 2015 (+2,6%) après la chute de son activité en 2014 (-6,1%). L'activité dans les services financiers hausse de 7,7% en 2015 contre 9,5% e 2014.

Quant au sous-secteur des autres services marchands, la valeur ajoutée baisse de 10,0% plus que l'année précédente (-3,4% en 2014).

Globalement, la contribution du secteur tertiaire à la croissance économique en 2015 est de 2,0 points.

4. EVOLUTION GLOBALE DE LA DEMANDE

Une croissance portée par la demande intérieure, notamment par la consommation finale.

La croissance du PIB en 2015 provient principalement comme à l'accoutumé de la demande intérieure totale, dont la composante prédominante demeure la consommation finale qui représente 85,9% du PIB. On note une reprise de la croissance des investissements en 2015 (+9,2%) après la chute constatée en 2014. Ils contribuent à 3,1 points à la croissance du PIB contre -6,3 points en 2014.

La contribution du solde des échanges avec l'extérieur à la croissance économique est négative (-3,2 points) alors qu'en 2014, elle a contribué positivement à 5,5 points à la croissance. Cette situation s'explique par une hausse de la contribution des importations conjuguée à une baisse de celle des exportations.

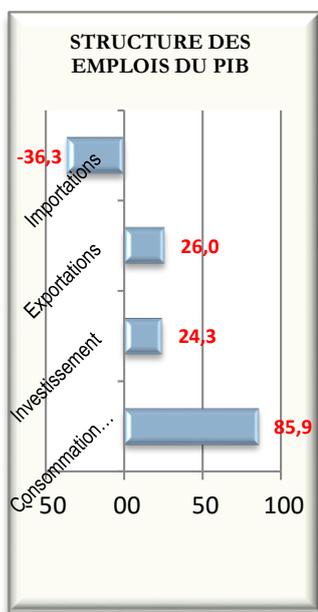
En 2015, la consommation finale connaît une baisse du rythme de sa croissance : +4,6% de croissance contre +6,0% en 2014. Cette situation en 2015 est induite également par une forte hausse des dépenses publiques (+9,8%)

5. EVOLUTION DES COMPOSANTES DE LA DEMANDE

Une hausse des dépenses de consommation finale mais moindre qu'en 2014

Les dépenses de consommation finale augmentent en 2015, mais avec un rythme moindre qu'en 2014. En effet, elles passent d'une croissance en volume de 6,0% en 2014 à 4,6% en 2015. Cette croissance est liée aux deux composantes publique

ON NOTE UNE REPRISE DE CROISSANCE DANS LE COMMERCE EN 2015 (+2,6%) APRES LA CHUTE DE SON ACTIVITE EN 2014 (-6,1%).



et privée de la demande finale qui ont respectivement progressé de 2,7% et de 9,8%. La hausse des salaires dans l'administration a positivement affecté le revenu disponible des ménages qui accroissent ainsi leur consommation. La contribution à la croissance du PIB connaît également une bonne évolution en passant de 5,1 points en 2014 à 4,0 points en 2015.

TABLEAU 2 : VALEUR AJOUTEE SELON L'OPTIQUE DEMANDE EN 2015

Libellés	Taux de croissance (en %)			2015		
	2013	2014	2015	Prix courant en milliards de FCFA	Prix constant-99 en milliards de FCFA	Contribution à la croissance
(1) Consommation finale	6,3	6,0	4,6	5 294,3	3 795,3	4,0
Dont : Ménage	6,8	4,9	2,7	3 865,1	2 740,4	1,7
Administrations publiques	4,7	9,0	9,8	1 429,2	1 054,9	2,2
(2) Investissement : (21) +(22)	7,9	-15,1	9,2	1 499,2	1 561,0	3,1
(21) Formation brute de capitale fixe	9,6	-15,4	10,5	1 521,5	1 568,0	3,5
Dont : Privée	-4,5	-21,6	26,6	804,3	837,4	4,2
publique	28,9	-9,0	-3,5	717,2	730,6	-0,6
(22) Variations des stocks	-77,4	51,4	-165,5	-22,2	-7,0	-0,4
(3) Exportation nette (31) - (32)	10,8	-20,9	15,8	-631,1	-979,4	-3,2
(31) Exportations	18,0	8,2	1,4	1 605,1	850,5	0,3
(32) Importations	13,7	-8,7	8,6	2 236,2	1 829,9	3,5
PIB = (1) +(2) +(3)	5,8	4,3	3,9	6 162,5	4 377,0	3,9

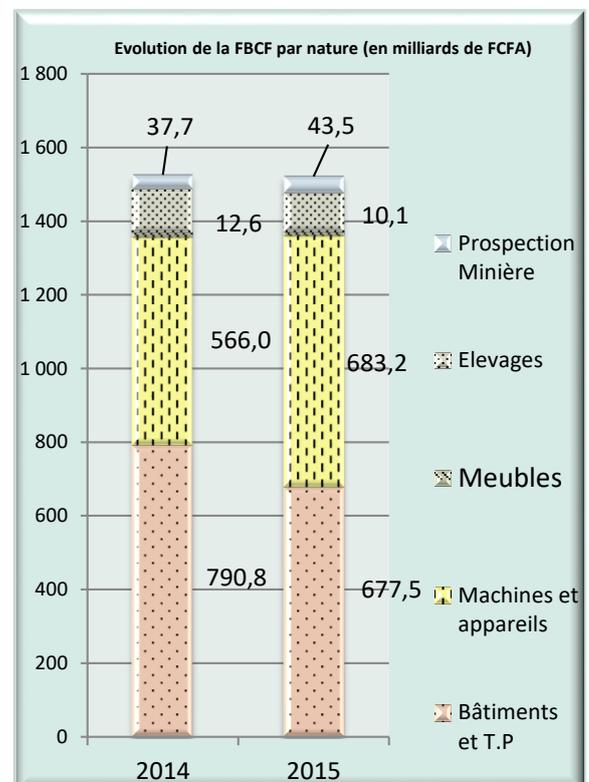
Source : INSD, comptes nationaux définitifs 2015

Reprise des investissements en 2015 après une baisse de 15% en 2014

L'année 2015 marque une reprise de la progression des investissements (+9,2% en volume) sous l'impulsion de la FBCF privée (+26,6%) en relation avec la poursuite des investissements dans le secteur minier. Quant à la FBCF publique, elle décroît (-3,5%).

Les mauvaises campagnes agricoles enregistrées en 2014 et 2015 ont entraîné des déstockages. En conséquence, la variation de stock global contribue négativement à la croissance (-0,4 point).

La structure des composantes de la formation brute de capital fixe en 2015 par ordre d'importance pour les trois principales composantes a changée par rapport à 2014. En effet, la FBCF est dominée principalement par les machines et appareils en 2015 alors qu'en 2014 les BTP occupaient la première place. En effet, le poids des trois principales composantes en 2015 se compose comme suit : 45,6% pour les machines et appareils, 45,2% pour les BTP et 10,1% pour les produits de l'élevage.

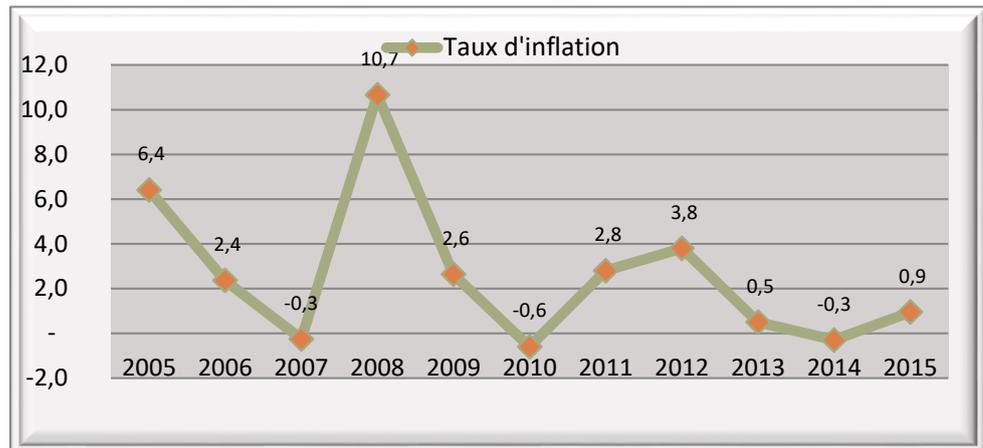


6. LES PRIX

Une augmentation du niveau général des prix en 2015

En 2015, l'augmentation du niveau général des prix au Burkina Faso, mesurée sur la base de l'indice harmonisée des prix à la consommation (IHPC), s'établit en moyenne à 0,9%, contre -0,3% en 2014. Cette inflation résulte principalement de la mauvaise campagne agricole 2014-2015 ayant favorisé le renchérissement des prix des produits alimentaires (de -3,2 en 2014 à +2,4% en 2015). La tendance inflationniste du niveau général des prix est atténuée par la baisse des prix des services de transports (de 6,9% en 2014 à -2% en 2015) en liaison avec la chute des prix des hydrocarbures.

EN 2015, LE TAUX D'INFLATION S'EST ETABLIS A 0,9% EN DESSOUS DE LA NORME COMMUNAUTAIRE UEMOA.



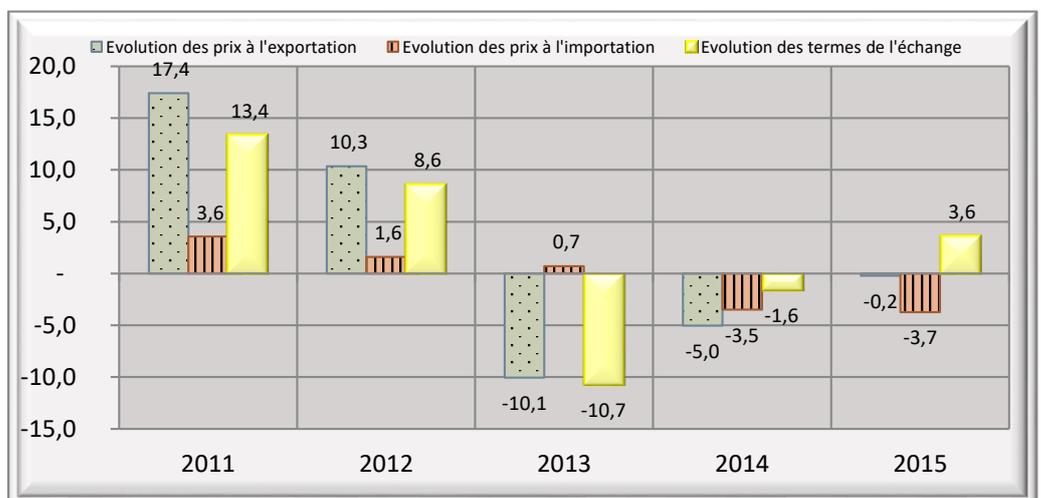
Au regard des normes communautaires de l'UEMOA en termes d'inflation, le taux d'inflation du niveau général des prix au Burkina Faso, mesurée sur la base de l'IHPC, est resté en dessous du seuil des 3% au cours des trois dernières années : +0,5% en 2013 ; -0,3% en 2014 et +0,9% en 2015.

Une amélioration des termes de l'échange en 2015

En 2015, les termes de l'échange au Burkina Faso s'améliorent (+3,6%) après les détériorations constatées en 2014 (-1,6%) et en 2013 (-10,7%). Cette amélioration des termes de l'échange résulte d'une tendance à la stabilité des prix à l'exportation et d'une aggravation de la baisse des prix à l'importation.

Le niveau moyen des prix à l'exportation se stabilise quasiment (-0,2%) après les chutes enregistrées en 2014 (-5%) et en 2013 (-10,1%). Cette tendance à la

EN 2015, LES TERMES DE L'ÉCHANGE S'AMÉLIORENT (+3,6%) APRES DEUX ANNEES CONSECUTIVES DE DETERIORATIONS.



stabilisation des prix à l'exportation résulte de l'effet conjugué de la reprise du cours international de l'or non monétaire atténuée par la baisse de prix des autres matières premières exportées (coton ; sésame, etc.).

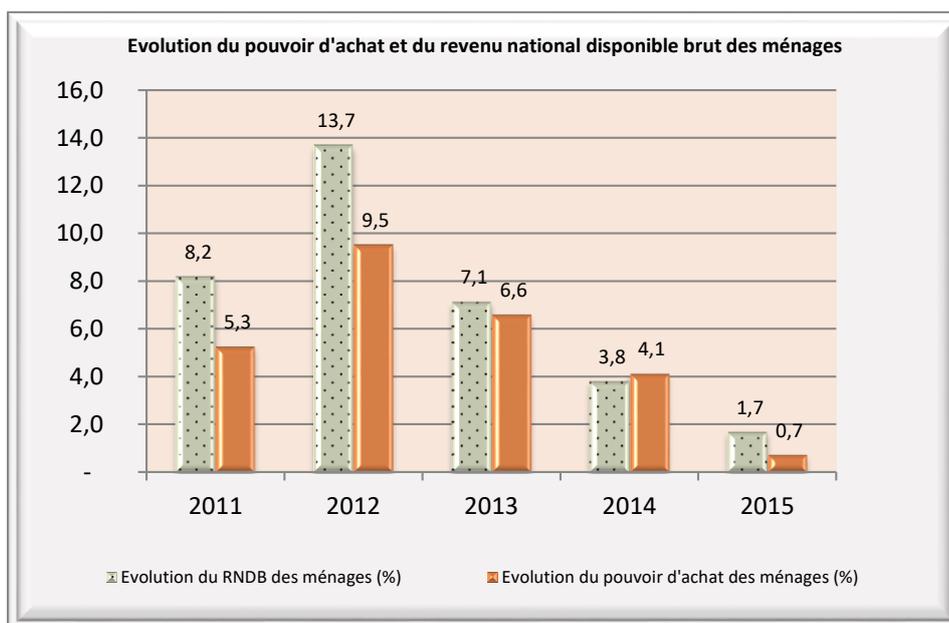
Le niveau moyen des prix à l'importation poursuit la baisse entamée en 2014 (de -3,5% en 2014 à -3,7% en 2015). Cette situation fait suite à la chute des prix des principaux produits importés sur le marché international notamment les hydrocarbures.

7. LE POUVOIR D'ACHAT DU REVENU DISPONIBLE BRUT

Une augmentation du revenu disponible brut des ménages

En 2015, le revenu disponible brut (RDB) des ménages augmente de 1,7% (après +3,8% en 2014). Cette croissance est principalement favorisée par une augmentation des salaires reçus par les ménages et un bond du niveau des transferts reçus par les ménages. Le niveau salaires reçus progresse de 4,2% en 2015 après une forte augmentation de 8,0% en 2014. Le niveau des transferts reçus par les ménages grimpe de 39% après un bond de 16,7% en 2014.

Le revenu mixte des ménages fléchit à l'inverse de 0,5% après avoir affiché une hausse de 4,2% en 2014.



LE POUVOIR D'ACHAT REEL DES MENAGES (REVENU DISPONIBLE BRUT DES MENAGES DEFLATES PAR L'INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION) AUGMENTE FAIBLEMENT EN 2015 (+0,7%) APRES LA DYNAMIQUE ENTAMEE DEPUIS 2010

Une timide augmentation du pouvoir d'achat des ménages

Le pouvoir d'achat réel des ménages (RDB des ménages déflatés par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation) augmente faiblement en 2015 (+0,7%) après la dynamique entamée depuis 2010. Ce ralentissement est induit par les efforts d'augmentation des salaires dans l'administration publique, amoindris par les résultats de la mauvaise campagne agricole 2015/2016 et l'augmentation du niveau général des prix (+0,9%) en 2015.

Une baisse du taux d'épargne et du taux d'épargne financière des ménages.

Le taux d'épargne des ménages (rapport de l'épargne brute au RDB des ménages) s'établit à 14,6% en 2015 (après 17,1% en 2014). Cette baisse du taux d'épargne des ménages de deux (02) points par rapport à l'année précédente s'explique principalement par la mauvaise performance du secteur primaire. Le taux d'épargne financière des ménages (rapport de la capacité de financement au revenu disponible des ménages), est également en baisse (+4,3% en 2015 après +5,0% en 2014).

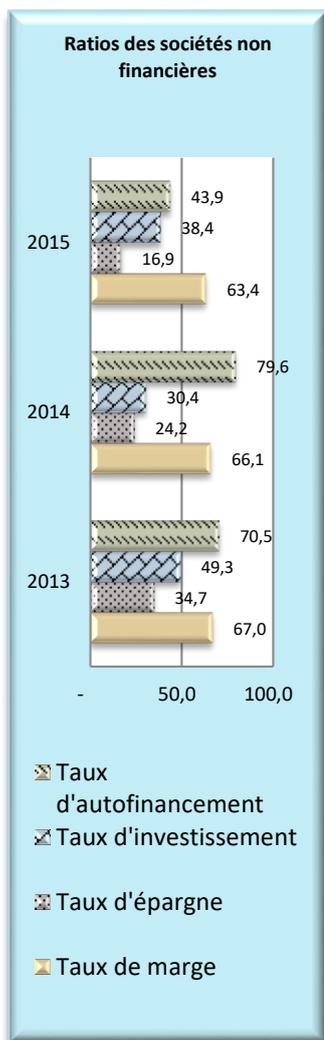
8. LA SITUATION FINANCIERE DES SOCIETES

Le taux d'investissement des sociétés non financières(SNF) s'améliore de huit points de pourcentage en 2015

Le taux d'investissement des sociétés non financières s'améliore en 2015 après des baisses successives constatées depuis 2013. Il gagne en effet 8 points par rapport à l'année précédente. Le taux d'épargne ainsi que le taux de marge perdent respectivement 7,4 points et 2,7 points en 2015. Quant au taux d'autofinancement, il chute lourdement pour passer de 79,6% en 2014 à 43,9% en 2015 soit une perte de 35,7 points. La part des charges salariales sur la valeur ajoutée baisse légèrement de 0,46 point après une hausse de 1 point en 2014.

Le taux d'investissement, le taux d'épargne, le taux de marge ainsi que le taux d'autofinancement des sociétés financières (SF) s'améliorent

Les sociétés financières continuent d'accroître leurs investissements en 2015 après la baisse constatée en 2013. Ainsi, le taux d'investissement s'améliore de 6,3 points après un faible gain de 0,3 point en 2014. Après des baisses constatées en 2013, le taux d'épargne, le taux de marge ainsi que le taux d'autofinancement augmentent respectivement de 29,3 points, 1,1 points, et 152,7 points en 2015. La part des charges salariales sur la valeur ajoutée des sociétés financières baisse légèrement de 1,74 point après une évolution à la baisse en 2013.



9. LA SITUATION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET LES ISBLSM

Excepté le taux d'investissement, il y a une amélioration du taux d'épargne, du taux de marge ainsi que du taux d'autofinancement en 2015

Après une baisse notée en 2014, le taux d'épargne, le taux de marge de même que le taux d'autofinancement des administrations publiques gagnent respectivement 3,6 points, 0,3 point et 18,6 points en 2015. On note cependant que le taux d'investissement continue sa baisse et perd 14,2 points en 2015.



INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE
LA DEMOGRAPHIE

Avenue Pascal Zagré, Ouaga 2000,
01 BP 374 Ouagadougou

Tél : (+226) 25 37 62 04
(+226) 25 47 80 51

Messagerie : insdbf@yahoo.fr

RETROUVEZ-NOUS SUR LE SITE

WEB :

WWW.INSd.BF

GOUVERNER C'EST PREVOIR,
PREVOIR C'EST CONNAITRE,
CONNAITRE C'EST MESURER

Directeur Général :

Pr Baya BANZA

**Directeur des Statistiques et
des Synthèses Economiques :**

B. François RAMDE

**Chef de service des
comptes nationaux :**

**Pousga Dieudonné
SAWADOGO**

Rédacteurs :

*Daouda ZOUNGRANA
Fati ZOURE
Rahmani SIGUENAM
Wendéyidé KABORE
Moussa TRAORE
Ferdinand NEYA
Bawomo NEZIEN*

Relecteurs :

*Maliki OUEDRAOGO
Yacouba TRAORE
Elysée KABORE
Yacouba KOEFFI
Marguerite SAWADOGO*